

La situation économique au Canada

Paul Beaumont

Volume 8, numéro 3, 1940

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1102953ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1102953ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Beaumont, P. (1940). La situation économique au Canada. *Assurances*, 8(3), 149–151. <https://doi.org/10.7202/1102953ar>

La situation économique au Canada

par

PAUL BEAUMONT

L'économie canadienne continue d'être dominée par la guerre et continuera vraisemblablement de l'être aussi longtemps que le conflit durera. C'est du reste le désir du gouvernement de sacrifier la production des biens de consommation à celle du matériel de guerre. L'imposition de nouveaux impôts très lourds est un grand pas dans cette direction et déjà près de la moitié du revenu national canadien est absorbé par l'Etat. Nous croyons même que les impôts et taxes qui frappent le contribuable canadien sont trop lourds pour permettre encore longtemps au système capitaliste de fonctionner. Déjà la formation du capital et l'épargne sont pratiquement paralysées et il va de soi que, dans de telles conditions, l'initiative privée tende à disparaître presque complètement. En effet, comment peut-on espérer la fondation d'entreprises nouvelles quand la presque totalité des profits est absorbée par l'impôt et quand la contribution du capital nécessaire à la croissance de ces entreprises est pratiquement impossible.

De plus, comme des impôts trop lourds paralysent l'épargne, il deviendra de plus en plus difficile pour les entreprises de se procurer des fonds sur le marché de l'emprunt. Cet effet s'est déjà manifesté lors du dernier emprunt fédéral qui s'est révélé de placement difficile, justement à cause de la nécessité pour les contribuables de conserver leurs disponibilités pour acquitter leurs impôts. Il est à craindre que le prochain emprunt fédéral soit de lancement encore plus ardu et que le gouvernement doive avoir recours à la conscription de la richesse; ce qui

constituerait un pas définitif vers le socialisme d'état d'où il serait presque impossible ensuite de revenir en arrière.

150 Outre son influence sur la situation financière du pays, la guerre accentue gravement un autre problème d'importance primordiale pour le Canada. Nous voulons parler de la question du blé. Dans l'espoir que les prix monteraient à la faveur de la guerre, les fermiers de l'ouest ont augmenté leurs emblavures de façon sensible et les conditions atmosphériques aidant, le Canada a eu cet automne sa deuxième plus grande récolte de blé dans l'histoire du pays. Celle-ci est estimée à 561 millions de boisseaux à comparer avec 566,700,000 boisseaux en 1928, le maximum de la production canadienne de blé. En 1939 la récolte fut de 490 millions de boisseaux. C'est la première fois qu'on voit deux récoltes consécutives aussi abondantes.

Si on ajoute à la moisson de cette année un report de 300 millions de boisseaux, incluant le blé entreposé aux Etats-Unis, on arrive au chiffre astronomique de 860 millions de boisseaux représentant le stock disponible. En déduisant environ 125,000,000 de boisseaux pour la consommation intérieure et 75 millions comme report normal, on en arrive à la conclusion que le Canada disposera d'un excédent exportable d'environ 600 millions de boisseaux durant l'année courante. Normalement, l'Angleterre nous achète 75 à 80 millions de boisseaux de blé. Cette année, à cause des besoins de guerre, elle s'est engagée à en prendre 100 millions et elle en achètera peut-être un peu plus si les difficultés du transport avec d'autres pays plus éloignés s'accroissent. D'un autre côté, à cause de la domination du continent européen par l'Allemagne, le Canada a perdu des marchés qui, durant ces dernières années, absorbaient en moyenne 45 millions de boisseaux de blé.

En supposant que la Grande-Bretagne achète 150 millions de boisseaux et que nous puissions en vendre environ 25 millions dans le reste du monde, le Canada n'en resterait

pas moins avec un surplus de 485 millions de boisseaux, soit l'équivalent d'une de nos plus fortes récoltes.

En face d'un problème aussi formidable qui menace la stabilité du pays tout entier, nos gouvernements persistent à encourager les fermiers à produire davantage, tant directement que par le maintien aux frais du contribuable d'un prix minimum de 70 cents le boisseau, ainsi que par le versement aux producteurs d'une indemnité pour l'entreposage sur leurs fermes du blé que les élevateurs ne peuvent loger.

151

Il est grand temps, si nous voulons éviter un désastre, que cette politique ruineuse cesse et que le libre exercice de la loi de l'offre et de la demande corrige encore une fois les abus de la surproduction. La production doit être adaptée aux besoins, et le fermier qui aura à écouler lui-même son blé au prix du marché international et qui ne se verra plus garantir un prix qui lui assure un profit, devra nécessairement modifier ses méthodes d'exploitation et les orienter dans une direction plus conforme à la réalité. L'Etat devrait avoir le courage de faire face à la situation et de diriger les fermiers de l'ouest vers une culture plus diversifiée et plus adaptée à l'économie du pays et aux conditions des marchés internationaux.

*

La tendance des marchés mobiliers a été à la hausse depuis juillet; mais, depuis environ un mois, les cours se sont plus ou moins stabilisés et ont peu varié. De plus, le volume des opérations boursières est tombé à un niveau extrêmement bas et a même dépassé la période de marasme de 1932. L'incertitude de la situation internationale est probablement la principale cause de l'hésitation qui se manifeste actuellement dans les marchés financiers et de l'abstention des spéculateurs. Nous ne croyons pas que les événements prennent une tournure définitive avant quelques mois. D'ici là, l'activité spéculative ainsi que les mouvements boursiers continueront d'être relativement restreints.